



Déclaration liminaire au Conseil National d'Action Sociale du 10 juillet 2018

Ce CNAS se réunit aujourd'hui alors que les agents des ministères économiques et financiers subissent des réformes sans précédent. Dans la Fonction publique, le chantier « Action publique 2022 » est constitutif d'une entreprise de démolition des politiques publiques et des services publics.

Mercredi le ministre de l'Action et des comptes publics annoncera une restructuration d'une ampleur inédite aux directeurs de son administration, jusqu'à 20000 postes pourraient être supprimés sur le quinquennat (dixit les Échos d'hier). Ceci s'ajoutant aux dizaines de milliers déjà supprimés depuis quelques années.

Bercy est exemplaire mais pas pour ses résultats, la France comptabilise plus de 100 milliards par an de fraude et d'évasion fiscales, on voudrait faciliter la fraude et les fraudeurs qu'on ne s'y prendrait pas mieux, par contre, il est exemplaire pour les réductions de fonctionnaires.

Le courage politique des ministres est grand puisque toutes les réformes arrivent pendant l'été et se font sans aucun dialogue social, c'est en partie pour ces raisons que nous avons boycotté le CTM.
A cela s'ajoute le rapport de la Cour des comptes sur la DGFIP, que je ne commenterai pas ici.

Pour revenir sur les différents points à l'ordre du jour de ce CNAS,

1 – Plan d'action

Le plan d'action qui est proposé dans les documents que nous avons reçu n'est pas très clair.

Que voulez vous dire et de qui parlez vous quand vous évoquez les acteurs de l'action sociale dispersés, est-ce les associations ? Si oui à qui la faute ?

Il faudrait également nous dire ce que vous entendez par « opérateur unifié de l'action sociale ».

Ensuite, expliquer ce qu'est pour vous une cartographie détaillée.

Dans ces documents vous voulez faire une cartographie des prestations mais à la CGT nous demandons que soit prise en compte les besoins des actifs et des retraités afin de faire un vrai recensement de ces besoins.

2 – Bilan de l'action sociale 2017

a) Restauration

En ce qui concerne la restauration, nous dénonçons la fermeture des petites structures de restauration, qui se font sans concertation des personnels.

Dans la partie II du bilan vous indiquez que c'est un élément essentiel de la qualité de vie au travail et que c'est une priorité. Mais apparemment ce ne sont que des mots !

b) Logements – prêts

S'agissant des logements, la fédération reconnaît le travail important de l'association sur les réservations en Île-de-France, nous pensons qu'il faut continuer et rechercher également des logements pour les agents en province. Limiter le nombre de logements n'est pas une solution satisfaisante.

Nous rappelons également notre demande de transformer le prêt étudiant en aide.

c) Vacances

Suite à la mission CGEFI, vous proposez un audit site par site des résidences de vacances EPAF, il n'est pas question pour la fédération des Finances CGT de brader ces résidences au prétexte qu'elles ne sont pas rentables. Ce que nous voulons c'est un droit aux vacances pour toutes et tous. Nous l'avons répété maintes fois nous ne sommes pas dans une agence de tourisme et nous ne voudrions pas qu'Epaaf le devienne.

d) Petite enfance

Nous déplorons le peu de réservations de places en crèche, si on regarde les chiffres du compte rendu annuel 510 places pour 11545 enfants de moins de 3 ans, ça fait 4,4 % !

Pas de quoi s'en glorifier !

Quant aux CESU 6/12 ans ils ne concernent que 15 % des enfants.

c) Protection sociale complémentaire

Encore une fois nous dénonçons le peu d'implication financière de l'État employeur dans la participation à la complémentaire santé, en effet la subvention est de

Je vous laisse imaginer ce que cela représente pour chaque agent.

3 – Point d'exécution

S'agissant du point d'exécution nous souhaiterions comprendre ce que vous entendez dans « le budget incluant une estimation de remboursement de la quote-part des agent des titres-restaurant ». Est ce que cela veut dire que nous avons été entendu ? Ou que le budget est raboté de 16M€ .

4 – Bilan du service social

Le bilan fait apparaître encore une fois que l'administration préfère gérer les problèmes au coup par coup au lieu de faire de la prévention notamment avec l'appui des CHSCT ; exemple on supprime des emplois, on réorganise et ensuite on demande aux assistants de service social d'accompagner les agents.

Nous notons dans ce bilan une augmentation des aides financières, cela traduit bien les difficultés dans lesquelles les agents se trouvent aujourd'hui.

5 – Réorganisation SRH3

Vu que nous n'avons reçu aucun document nous ne pouvons nous exprimer sur le sujet.

L'orientation que prend aujourd'hui l'action sociale au ministère va totalement à l'encontre de nos revendications et de nos valeurs.

Nous ne sommes pas une entreprise privée, même si à Bercy on pourrait aujourd'hui se croire à la Silicone Valley, et penser que la séance de baby-foot ou de flipper peut compenser les suppressions de postes et la souffrance au travail, ou encore que la restauration c'est l'entrée des food-truck dans l'enceinte du ministère.

Ce que nous voulons pour notre action sociale, car il s'agit bien de notre action sociale, c'est qu'elle s'adresse réellement à tous les agents du ministère. C'est bien grâce aux mobilisations des personnels que nous avons eu ce niveau d'action sociale, des délégations, des logements etc,

C'est par la mobilisation que nous continuerons à la défendre.

Montreuil, le 10 juillet 2018